

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 18 février au 24 février 2017

Rappel, la semaine dernière : Affaire Théo, Pénélope Fillon, Campagne présidentielle ...

Affaire Théo : modéré, en baisse

En baisse de 40%, la plupart des 23 messages reçus cette semaine sur l'affaire Théo se concentrent principalement sur la visite du Chef de l'Etat en établissant des parallèles avec plusieurs faits divers.

Les ⅔ regrettent ce déplacement qui donne « *l'impression de désavouer la police* ». Sans plus évoquer les faits reprochés au policier mis en cause, ils s'interrogent sur les motivations de cette visite en accusant le Président d'avoir mené une « *opération séduction* » auprès des banlieues pour redorer son image : « *vous avez seulement voulu éviter l'embrasement en vous déplaçant avec journalistes et caméras* ».

Emblème du « *ras le bol* » des forces de l'ordre, trois intervenants espèrent que cette affaire mettra en évidence le manque de moyens des forces de l'ordre et la difficulté du métier.

Ils sont plus nombreux cette semaine à pointer des victimes d'agressions sauvages plus « méritantes » : « *pourquoi se déplacer pour lui et pas pour tous les autres : Marin, les policiers de Viry-Châtillon, Jean-Michel Gaudin ?* ».

L'agression du jeune Marin en novembre dernier à Lyon, après avoir défendu un couple pris à partie par plusieurs individus, est évoquée à huit reprises. En écho à la pétition lancée par la mère du jeune homme sur les réseaux sociaux en faveur de l'attribution de la légion d'honneur pour son fils, ces derniers se disent déçus du manque de considération du Chef de l'Etat à l'égard de ce « *jeune ayant défendu les valeurs de la République, vos valeurs* » : « *je vous demande d'agir pour que son acte citoyen soit reconnu et ses soins pris en charge par l'Etat* ». La pétition adressée au Président de la République n'est pour le moment pas parvenue au SCP.

Enfin, les débordements occasionnés par les manifestations de soutien à Théo n'ont fait réagir qu'une personne demandant l'intervention de l'armée tandis que l'ouverture d'une enquête préliminaire pour "suspicion d'abus de confiance et escroquerie" à l'encontre de la famille de Théo a entraîné les railleries d'une poignée d'autres.

Campagne-élection présidentielle : modéré, stable

Une vingtaine de correspondants se sont intéressés à l'élection présidentielle.

Face aux « *affaires* », aux « *guerres d'égo* » ou aux « *propos fâcheux* » des candidats, ces citoyens disent être « *déboussolés* », « *perdus* », à moins de 2 mois du premier tour.

Ainsi, ils sont une nette majorité à regretter le renoncement du Chef de l'Etat, ne « *voyant personne d'autre que [lui] capable de tenir le rôle de Président* ». Comprenant sa décision, notamment au regard du « *Hollande-bashing quotidien et insupportable* », ils reviennent sur les « *conditions* » ayant « *justifié ce renoncement* », estimant que ces dernières « *ont changé* » et que « *la France est en danger* ». Ce « danger » est incarné à la fois par une victoire « *désormais possible* » de Marine Le Pen en mai prochain et par la perspective de l'élection d'un « *débutant* » qui ne saurait faire face à des dirigeants comme « *Trump et Poutine* ».

Ils sont quelques-uns à voir dans la prise en compte du vote blanc une alternative et invitent le Président de la République à convoquer un référendum pour la reconnaissance de ce suffrage, considérée comme « *une grande avancée démocratique* » : « *plus que jamais aujourd'hui il doit être permis au citoyen de voter blanc quand aucun candidat n'a la stature nécessaire à la direction du pays* » ; « *si le vote blanc l'emporte, on élimine les candidats rejetés et on rejoue l'élection* ».

Moralisation de la vie publique : modéré, stable

Une vingtaine de citoyens ont exprimé des attentes relatives à une moralisation de la vie publique.

La réforme de la prescription en matière pénale, adoptée le 17 février dernier a fait réagir une demi-douzaine de Français, « *consternés* » par l'amendement qui rend désormais impossible les poursuites judiciaires au-delà d'un délai de douze ans pour les infractions dites « occultes et dissimulées ». Estimant que cet amendement « *donne un blanc-seing aux activités illégales des politiques* », ils s'offusquent de cette « *véritable auto-amnistie* », alors que les affaires actuelles « *montrent que les col-blancs ont les mains bien sales* ».

Encore 20% des courriers sont des réactions à l'affaire Pénelope Fillon, appelant à « *des réformes urgentes* » qui vont de la nécessité d'un casier judiciaire vierge pour tous les candidats aux élections, à la demande d'une transparence « *totale* » quant à l'utilisation des moyens mis à la disposition des élus.

Enfin, ¼ des messages fustigent les propos du Chef de l'Etat sur « *la République exemplaire* », dénonçant « un discours bien éloigné des actes » : « *cela vous va bien de faire la morale car vous-même vous êtes loin d'être irréprochable et votre Gouvernement est un ramassis de repris de justice* » ; « *allez-vous rembourser les sommes liées à votre coiffeur ?* » ; « *"les sans-dents" c'était exemplaire ?* ».

Grippe aviaire /Cause animale : faible

Deux personnes ont exprimé leur choc à la suite de l'annonce de l'abattage préventif de plus d'un demi-million de palmipèdes, sous l'angle éthique de la protection de la vie animale : « *Tuer des Millions de bêtes est un massacre, sans nom !* » ; « *La solution finale sur des êtres sans défense et exploités est une honte ombrageant notre civilisation* ».

Quatre autres ont réagi aux nouvelles images de mauvais traitement de porcs dans un abattoir : « *nous sommes tous coupables* ».